RÉSUMÉ

1. Au cours de la période considérée (2018-2025), Vanuatu, petit État insulaire en développement à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la région du Pacifique, a axé son commerce et ses politiques connexes sur le renforcement de la résilience, de la diversification économique et de la croissance inclusive. Le pays reste très exposé aux chocs extérieurs, notamment les catastrophes naturelles, dont le coût est estimé à environ 6% du PIB par an. En 2024, les services ont représenté près de 65% du PIB, et l'agriculture 27%. L'économie continue de s'appuyer largement sur l'aide extérieure des donateurs, les envois de fonds et les dons.

2. La croissance économique a évolué en dents de scie au cours de la période à l'examen. Le PIB réel s'est contracté de 5% en 2020 sous l'effet combiné de la pandémie de COVID-19 et du cyclone Harold, a rebondi de 5,2% en 2022 grâce à la reprise du tourisme, puis a ralenti de nouveau en 2023 (4,0%) et en 2024 (2,2%) après le passage des cyclones Judy et Kevin et la liquidation d'Air Vanuatu. La politique monétaire de la Banque de réserve de Vanuatu ciblait une fourchette d'inflation de 0 à 4%; l'inflation a culminé à 11,2% en 2023 avant de retomber à 4,2% en 2024. En 2024, le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 6,5% du PIB, conséquence des coûts liés à la reconstruction et à la liquidation de la compagnie aérienne, et le risque de surendettement extérieur du pays demeure très élevé.

3. Les disparités entre femmes et hommes ont persisté, la main-d'œuvre féminine étant moins importante que la main-d'œuvre masculine (54% contre 63,4%) et concentrée dans des activités informelles telles que l'agriculture, l'artisanat et la vente à l'étal. Pour combler ces écarts, le gouvernement a adopté la Politique nationale en faveur de l'égalité des genres pour 2020-2030 afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et d'incorporer les questions de genre dans les politiques de résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes. Par ailleurs, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont continué de se heurter à des difficultés structurelles pour ce qui est d'accéder aux financements, aux infrastructures et aux marchés internationaux. Les mesures prises pour y répondre comprenaient la Mise à jour du Cadre de politique commerciale (2019-2025) et la Vision 2030, appuyées par des programmes de donateurs.

4. L'ouverture des échanges, telle que mesurée par le ratio du commerce au PIB, a chuté de 110,7% en 2018 à 75,7% en 2024 du fait de chocs répétés, de contraintes liées aux chaînes d'approvisionnement et de goulets d'étranglement structurels. Les exportations de marchandises restent très concentrées sur quelques produits, notamment le kava, tandis que les importations sont dominées par les combustibles, les machines et les véhicules. Les exportations sont principalement destinées à la Chine, à l'Australie et aux États-Unis. Leur concentration a augmenté: l'indice de concentration des exportations de marchandises de Vanuatu est passé de 0,225 en 2018 à 0,368 en 2024, ce qui est supérieur à la moyenne de l'Océanie (0,269). Les exportations de cacao ont suivi une tendance haussière, tandis que celles d'huile de coprah/de noix de coco et de bœuf sont restées importantes, mais instables. Dans le secteur des services, le tourisme est resté la principale source de devises mais il s'est révélé très vulnérable à la pandémie, aux cyclones et à la liquidation d'Air Vanuatu en 2024.

5. Les autorités se sont employées à renforcer la participation aux chaînes de valeur mondiales au moyen d'initiatives ciblées dans l'agriculture, le tourisme et les produits de niche (cacao, artisanat). Cependant, les coûts relatifs du commerce restent élevés, tirés par les tarifs de l'électricité à base de diesel, les dommages causés aux liaisons de transport par les catastrophes naturelles, des capacités de réparation et de transformation limitées et des coupures numériques épisodiques, dont une rupture de 10 jours des câbles sous-marins en 2023.

6. Pendant la période à l'examen, le stock d'IED entrant a augmenté modérément et était concentré dans les services (tourisme, finances, TIC), les principales sources étant l'Australie, le Japon, la Chine et la Nouvelle-Zélande. Néanmoins, le climat de l'investissement reste limité par des lacunes en matière d'infrastructures, la taille limitée du marché intérieur et les risques de catastrophe naturelle.

7. Vanuatu a continué de contribuer activement aux travaux de l'OMC, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la facilitation des échanges, des subventions et des mesures compensatoires et des questions SPS, et elle participe aux débats sur les petites économies et les services qui concernent les États insulaires. Vanuatu a salué l'adoption de l'Accord de l'OMC sur les

subventions à la pêche à la CM12 et envisage de ratifier ce texte, qu'elle considère compatible avec son cadre de gestion de la pêche. Au cours de la période 2018-2025, Vanuatu n'a participé à aucun cas de règlement des différends à l'OMC. Sur le plan régional, le pays participe au Groupe du fer de lance mélanésien (MSG), au PICTA et au PACER Plus, qu'il a ratifié en octobre 2022 (entrée en vigueur la même année). Le PACER Plus prévoit une libéralisation tarifaire progressive (la plupart des abaissements de droits doivent avoir lieu d'ici à 2029, la période complète s'étalant jusqu'à 2044), une approche des services fondée sur des listes positives, des dispositions relatives au mode 4 et un appui à la mise en œuvre via l'Unité de mise en œuvre du PACER Plus (PPIU). Après être sorti de la catégorie des PMA le 1er janvier 2025, Vanuatu est passée de l'initiative Tout sauf les armes au Système de préférences généralisées (SPG) standard de l'UE.

8. Toutes les lignes tarifaires sont consolidées. La moyenne simple des droits NPF appliqués a légèrement reculé, de 9,3% en 2018 à 9,1% en 2025. Environ 27% des lignes sont en franchise de droits. La plupart des lignes sont regroupées à 5%, 10% ou 15%, un petit nombre d'entre elles se trouvant à 40-75% (notamment les boissons et le tabac). La moyenne simple des droits consolidés est de 40,1% (produits agricoles 43,9%, produits non agricoles 39,5%).

9. Les procédures à la frontière ont été modernisées dans le cadre du guichet unique électronique, destiné à réduire les délais et les coûts de dédouanement. Les régimes SPS et de biosécurité ont été renforcés: le module de guichet unique vétérinaire et sanitaire relie désormais la biosécurité et les douanes aux permis et aux certificats, tandis que les responsabilités sont réparties entre Biosécurité Vanuatu (préservation des végétaux et santé vétérinaire) et le Département de la santé publique (sécurité sanitaire des produits alimentaires).

10. Les politiques en matière d'agriculture, de sylviculture et de pêche accordent la priorité à la résilience et à l'ajout de valeur. Le kava a supplanté les produits à base de noix de coco à la première place des exportations de marchandises. Les programmes relatifs au kava et au cacao mettent l'accent sur la gestion de la qualité, le traitement après la récolte et la transformation à petite échelle (poudres, extraits, chocolat). L'augmentation de la pêche reste limitée par les capacités de déchargement/de réparation, le coût élevé des services publics et des escales restreintes, même si les réformes en matière de conformité et de suivi progressent.

11. Le secteur manufacturier demeure petit mais avec des créneaux dans l'agro-industrie (extraits de kava, dérivés de l'huile de coco vierge, cacao/chocolat, café), les boissons, l'eau en bouteille et certains bois et matériaux de construction. Les incitations à l'investissement, telles que les exemptions de droits pour les machines, appuient l'amélioration et le respect des normes. Le secteur manufacturier n'est soumis à aucune restriction explicite en matière d'IED.

12. Dans les secteurs de l'énergie, des transports et des télécommunications, les coûts élevés de l'électricité à base de diesel pénalisent la compétitivité. Les autorités ont adopté une version actualisée de leur contribution déterminée au niveau national (CDN) en 2021 – par laquelle elles s'engageaient à produire près de 100% de l'électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030 – et une Stratégie de développement à faibles émissions à l'horizon 2050. Un accord relatif aux crédits carbone a été signé avec la Suisse en 2023 à l'appui de l'électrification solaire.

13. Les services financiers, y compris les services bancaires offshore et le Programme de citoyenneté économique (ECP), ont continué de jouer un rôle important dans les exportations de services en tant que source de recettes budgétaires. Cependant, les recettes tirées de l'ECP ont diminué ces dernières années, ce qui a contribué à exercer des pressions sur le budget. Le contrôle du secteur revient à la Banque de réserve de Vanuatu, qui a entrepris des réformes visant à renforcer la transparence et à s'aligner sur les normes internationales concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. L'inclusion financière, le développement des systèmes de paiement numériques et un accès amélioré aux services d'envoi de fonds restent des priorités stratégiques, en particulier pour appuyer les MPME et renforcer la résilience.

14. Les réformes des télécommunications favorisant la concurrence, l'élargissement du spectre et de nouvelles capacités sous-marines devraient réduire les goulets d'étranglement du commerce numérique. Les exportations de services fournis par voie numérique ont doublé depuis 2018, appuyées par les Stratégie et feuille de route nationales du commerce électronique, même si des difficultés subsistent dans les domaines des compétences, des infrastructures et des cadres juridiques. Les projets de densification de la 4G, de préparation à la 5G et d'expansion des câbles sous-marins visent à réduire encore les coûts et à élargir l'accès.

15. Le secteur du tourisme reste une pierre angulaire de l'économie vanuatuane et il employait plus de 11 000 personnes avant la pandémie. Néanmoins, les arrivées internationales ont reculé pour tomber à 77 000 en 2023, puis à 59 078 en 2024, des chiffres bien inférieurs au record de 300 000 visiteurs atteint en 2019. Les Australiens représentaient plus de la moitié des arrivées. La contribution directe du tourisme au PIB est tombée à 4,8% en 2023, tandis que l'effet combiné des cyclones et du séisme de décembre 2024 ont mis au chômage jusqu'à 70% de la main-d'œuvre touristique de Port-Vila. Le tourisme de croisière s'est redressé en partie, mais des séjours plus courts et des dépenses moindres ont limité ses avantages par rapport aux arrivées aériennes. Le gouvernement accorde la priorité au tourisme durable à plus forte valeur ajoutée, appuyé par des réformes institutionnelles au sein du Département du tourisme et du Conseil du tourisme de Vanuatu, en parallèle à des projets d'infrastructure résilientes face aux changements climatiques financés par des donateurs.

16. En résumé, l'économie vanuatuane a fait preuve de résilience face à des chocs répétés, mais sa base de production et d'exportation restreinte, sa dépendance à l'égard du tourisme et de l'agriculture et sa vulnérabilité aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles posent toujours des problèmes structurels de taille. Des réformes soutenues dans les domaines des finances publiques, de la facilitation des échanges et de la diversification, associées à des investissements dans les infrastructures, la connectivité numérique, les énergies renouvelables et les politiques intégrant les questions de genre, seront essentielles pour renforcer la résilience, favoriser un développement inclusif et améliorer l'intégration dans le commerce régional et mondial